

**Inspection médicale de la santé.**

Par arrêté conjoint du Premier ministre, du ministre des affaires sociales et du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé de la coopération, en date du 20 septembre 1966, les médecins inspecteurs principaux de la santé publique ci-dessous désignés, anciennement médecins inspecteurs départementaux du corps latéral des médecins inspecteurs des services médicaux et sociaux, sont détachés, sur leur demande, auprès du ministre de la coopération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1960, pour une durée de cinq ans, afin d'exercer leurs fonctions au titre de la coopération technique auprès des gouvernements des Etats d'Afrique ci-après :

Mme le docteur Abdoul-Rahmane, née Billeret, au Congo.  
M. le docteur Causse (Charles), au Dahomey.  
Mme le docteur Renault, née Steens, au Sénégal.  
M. le docteur Rozier (René), à Madagascar.  
M. le docteur Vacher (Pierre), en Côte-d'Ivoire.

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS****Création d'un diplôme de fin d'études.**

Le ministre de la jeunesse et des sports,  
Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;  
Vu l'arrêté du 2 février 1966 portant délégation de signature ;  
Vu l'arrêté du 14 février 1966 portant création d'un diplôme de fin d'études,

**Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. — L'arrêté du 14 février 1966 susvisé est complété comme suit :

**Article 5 bis.**

Les stagiaires étrangers qui ont suivi régulièrement les cours du centre de formation d'éducateurs sportifs et qui ont passé avec succès l'examen de sortie dont les épreuves sont définies à l'article 5 du présent arrêté se verront délivrer un diplôme de fin d'études à titre étranger. Ce diplôme ne donne aucun droit à son titulaire à exercer la profession d'éducateur sportif en France métropolitaine ni dans les départements ou territoires d'outre-mer.

**Article 6.**

Au lieu de : « à titre transitoire le diplôme de fin d'études prévu à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté », lire : « à titre transitoire les diplômes de fin d'études prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 5 bis du présent arrêté ».

Art. 2. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1966.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

**INFORMATIONS PARLEMENTAIRES****ASSEMBLEE NATIONALE**

1<sup>re</sup> SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

**Ordre du jour du lundi 3 octobre 1966.**

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

**Remplacement d'un député décédé.**

Il résulte d'une communication de M. le ministre de l'intérieur du 26 septembre 1966, faite en application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, que M. Schaffner, député de la 13<sup>e</sup> circonscription du département du Pas-de-Calais, décédé le 23 septembre 1966, est remplacé, jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale, par M. Harmant (Lucien), élu en même temps que lui à cet effet.

**Modification à la liste des députés n'appartenant à aucun groupe.**  
(21 au lieu de 20.)

Ajouter le nom de M. Harmant (Lucien).

**Convocation de commission.**

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République se réunira le lundi 3 octobre 1966, à dix-sept heures et à vingt et une heures (local du 7<sup>e</sup> bureau) :

**I. — A dix-sept heures.**

Examen du rapport de M. Zimmermann sur le projet de loi (n° 1946) relatif aux communautés urbaines.

**II. — A vingt et une heures.**

Suite du rapport de M. Zimmermann.

**Réunion de commission du mardi 27 septembre 1966.**

Commission de la production et des échanges, à neuf heures trente et à quinze heures. — Local n° 213.

**Erratum**

au *Journal officiel* du 23 septembre 1966.

Page 8391, 1<sup>re</sup> colonne :

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Séance du jeudi 22 septembre 1966.

Ajouter à la liste des excusés le nom de M. Var.

**SENAT**

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE 1966-1967

**Ordre du jour du lundi 3 octobre 1966.**

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

**Avis de concours pour l'emploi d'administrateur au Sénat.**

Un concours pour l'emploi d'administrateur au Sénat aura lieu les 15, 16 et 17 octobre 1966

Ce concours, ouvert aux personnes des deux sexes titulaires de l'un des diplômes exigés des candidats au premier concours de l'école nationale d'administration, comportera les épreuves suivantes :

**Epreuves d'admissibilité.**

I. — Composition sur un sujet se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques ou sociaux depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (durée : six heures ; coefficient 5).

II. — Composition portant sur le droit public et la science politique (durée : quatre heures ; coefficient 4).

Les candidats orienteront leur préparation sur les données classiques du droit public et des sciences politiques, et spécialement sur l'histoire constitutionnelle de la France depuis 1789, la Constitution de 1958, l'organisation des démocraties, les libertés publiques et les libertés locales, les partis politiques, les régimes électoraux et la notion de représentation, le choix des gouvernants, le pouvoir légal et les pouvoirs de fait, la sociologie politique et électorale, la notion des pouvoirs régionaux et locaux, le Gouvernement, l'administration et les collectivités locales en France, l'organisation judiciaire en France.

III. — Composition portant sur les institutions économiques et financières (durée : quatre heures ; coefficient 3).

Les candidats orienteront leur préparation sur les données classiques en matière d'économie politique et de législation financière, et particulièrement la politique économique et financière : élaboration et exécution, méthodes et moyens de contrôle, organes de décision, d'exécution et de contrôle, relations économiques et financières extérieures, planification économique régionale et aménagement du territoire.